

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
Pacific Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet SERVICES D'AUTOBUS NOLISÉS		
Solicitation No. - N° de l'invitation E6VIC-140010/A		Date 2014-06-09
Client Reference No. - N° de référence du client E6VIC-140010		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VIC-249-6484		
File No. - N° de dossier VIC-3-36237 (249)		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-06-25		Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cress, Christine		Buyer Id - Id de l'acheteur vic249
Telephone No. - N° de téléphone (250) 363-8442 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

TITRE: Des services d'autobus nolisés (y compris les conducteurs)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Énoncé des travaux
2. Compte rendu
3. Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Assurance – exigences particulières
12. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière d'assurance

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Énoncé des travaux

The Department of National Defence has a requirement for the provision of Bus Charter services to the Albert Head Air Cadet Summer Training Centre (AHACSTC) at Victoria BC and the Cadet Summer Training Centre (CSTC) HMCS Quadra at Comox BC and surrounding area training sites.

The period of the Contract is from date of award to September 30, 2014 inclusive, with an option to extend for an additional period from 01 October 2014 to 30 September 2015.

The requirements under this Request for Proposal have been divided into two Streams of Work. As such, it is anticipated that up to 2 contracts may be recommended for award as a result of this Request for Proposal. Bidders are to identify within their submitted proposal the Stream(s) of Work their proposal is to be evaluated against. A Bidder may bid on one or both Streams, and a single Bidder may be awarded more than one Stream of Work.

The Streams of Work include:

STREAM 1: is for the exclusive use of bus charters by the Cadet Summer Training Centre (CSTC) HMCS Quadra at Comox BC.

STREAM 2: is for the exclusive use of bus charters by the Albert Head Air Cadet Summer Training Centre (AHACSTC) at Victoria BC.

The estimated usages shown in the Tables below are provided for information to Bidders only; actual usages will vary.

Estimated usages for Stream 1 - Cadet Summer Training Centre (CSTC) HMCS Quadra at Comox BC:

Week	Dates	Estimated # of hours	Estimated # of highway coaches	Estimated # of school buses	Estimated total # of passengers
1	July 7 - 13	209.5	19	3	2690
2	Jul 14 - 20	273.5	21	7	3979
3	Jul 21 - 27	244.5	19	6	2421
4	Jul 28 - Aug 3	255.5	20	7	3337
5	Aug 4 - 10	296.5	20	12	3654
6	Aug 11 - 14	133.0	13	3	1898

Estimated usages for Stream 2 - Albert Head Air Cadet Summer Training Centre (AHACSTC) at Victoria BC:

Bus	Estimated # of days	Estimated # of hrs per day
1	54	9

2	38	9
3	38	9
4	38	9
5	38	9
6	6	9
7	30	9
8	8	# trips over sm.

2. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

3. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

The requirement is subject to a preference for Canadian goods and/or services.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-03-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.1 Prix - Articles

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes pour un ou plusieurs groupes d'articles. Les soumissionnaires doivent toutefois proposer des prix fermes pour tous les articles faisant partie du ou des groupes pour lequel ou lesquels ils proposent des prix. Les groupes d'articles sont les suivants :

Groupe A : Tous les articles énumérés sous Stream 1 à l'annexe « A »

Groupe B : Tous les articles énumérés sous Stream 2 à l'annexe « A »

1.2 Prix et(ou) taux fermes

Solicitation No. - N° de l'invitation

E6VIC-140010/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic249

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

E6VIC-140010

VIC-3-36237

The Bidder is required to submit firm prices, rates or both that will apply for the entire period of the Contract.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 hard papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

- 1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- 1.2 Bidders must submit their rates, FOB destination; Canadian customs duties and excise taxes included, and Applicable Taxes excluded.
- 1.3 When preparing their financial bid, bidders should review the Basis of Payment in Annex B and clause 1.2, Financial Evaluation, of Part 4, and the basis for contractor selection under clause 2 of Part 4.
- 1.4 Fluctuation du taux de change
C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires - at Solicitation Closing

Failure to meet any of the following mandatory requirements at solicitation closing will render your submission non-responsive and given no further consideration:

- 1) Bidders must currently hold a valid Passenger Transportation License, in their own name, AND provide a copy of it with their Bid to demonstrate that they are licensed to provide bus charter services in the Province of British Columbia as required in Annex A.
- 2) In addition, those Bidders who intend to offer services to other Provinces or to the United States, must provide evidence of their Extra-Provincial Operating Permit;
- 3) Ability to perform the full scope of the Work described in Annex A.

1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Listed below are (4) scenarios that are representative of the various charter options available in the past. Bidders are advised that the evaluation of bids and basis for contractor selection will be based on the following (4) scenarios, using the rates quoted in Annex "B". These scenarios are used for evaluation purposes only and will not appear in any resulting Contract(s).

The aggregate evaluated price is the sum of subtotals: $A + B + C + D =$	\$ _
--	------

***This calculation will be repeated for all bus types (Items A1 to A5 inclusive) within each Stream, for each of Periods One and Two.

with the following table:	
	Evaluated price
Contract Period - from date of contract award to 30 September 2014	\$
Option Period (Canada Option) - from 1 October 2014 to 30 September 2015	\$
Grand Total - aggregate evaluated price (BOTH PERIODS):	\$

2. Méthode de sélection

A bid must comply with the requirements of the bid solicitation and meet all mandatory technical evaluation criteria to be declared responsive. The responsive bid with the lowest evaluated price on an aggregate basis in EACH Stream, will be recommended for award of a contract. It is anticipated that up to 2 contracts with a total estimated dollar value of \$220,000.00 may be recommended for award as a result of this Request for Proposal.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 . Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

1.2 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non-canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

1.2.1.1 Clause du Guide des CCUA A3050T (2010-01-11) Définition du contenu canadien

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

The Contractor must perform the Work in accordance with the Statement of Work in Annex A.

2.1 Garantie des travaux minimums

2.1.1 Dans cette clause,

« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;

« valeur minimale du contrat » signifie means ten percent (10%).

2.1.2 L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

2.1.3 Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.

- 2.1.4 Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010C (2014-03-01), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

The period of the Contract is from date of Contract to 30 September 2014 inclusive.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus une (1) période supplémentaire d'un année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Christine Cress
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Approvisionnement, Région du Pacifique
401 - 1230, rue Government
Victoria (C.-B.) V8W 3X4

Téléphone : 250-363-8442
Télécopieur : 250-363-0395
Courriel : christine.cress@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : (à déterminer)

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur (Compléter, selon le cas.)

Bidders must complete table below and submit with their Bid:

Contact for:	Name	Telephone	Email
Contracting Issues			
Technical Issues			
Invoicing Issues			

6. Paiement

6.1 Base de paiement - Limitation des dépenses

Pour les travaux décrits à l'annexe A, l'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

6.2 Limitation des dépenses

- 1) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.
- 2) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
- selon la première de ces conditions à se présenter.

- 3) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Modalités de paiement

Clause du Guide des CCUA H1001C Paiements multiples (2008-05-12)

6.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C, T1204 - demande directe du ministère client (2007-11-30)

C0710C, Vérification du temps et du prix contractuel (2007-11-30)

7. Instructions relatives à la facturation

- 1) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.

- 2) Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. One (1) copy must be forwarded to the Contracting Authority identified under the section entitled "Authorities" of the Contract.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas

de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Clause du Guide des CCUA

A3060C, Attestation du contenu canadien (2008-05-12)

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a. les articles de la convention;
- b. es conditions générales 2010C (2014-03-01), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- c. Annexe A, Énoncé des travaux;
- d. Annexe B Base de paiement
- e. Annexe C Exigences en matière d'assurance
- f. la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

11. Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C .
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

12. Clauses du Guide des CCUA

A9062C, Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes (2011-05-16)

Solicitation No. - N° de l'invitation

E6VIC-110008/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

vic249

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E6VIC-110008

File No. - N° du dossier

VIC-0-32481

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé de travail

BESOIN

1. Le ministère de la Défense nationale a besoin des services d'autobus nolisés (y compris les conducteurs) en appui à deux camps d'été des cadets sur l'île de Vancouver :
 - a. le Centre d'instruction d'été des cadets de l'Air d'Albert Head (CIECAAH), situé à Metchosin (C.-B.);
 - b. le Centre d'instruction d'été des cadets de la Marine NCSM Quadra (NCSM Quadra), situé à Comox (C.-B.).

OBJET

3. Le MDN a besoin d'un entrepreneur qualifié pour fournir des services de transport commercial au CIECAAH à Metchosin et au NCSM Quadra à Comox (C.-B.).

ATTENTES

4. Les opérations des services de transport doivent répondre aux attentes suivantes :
 - a. être axées sur la clientèle;
 - b. offrir un soutien souple et adapté aux activités militaires;
 - c. maximiser la facilité d'accès (heures de fonctionnement);

PORTÉE DES SERVICES

5. L'entrepreneur doit fournir des services de transport par autobus nolié (y compris le conducteur) pour se rendre à des installations appartenant au MDN et en revenir conformément aux horaires provisoires fournis à l'appendice 1 au moyen des types de véhicules suivants:
 - a. autobus scolaire ou pour activité, jusqu'à 48 passagers;
 - b. autocar avec toilette, 47-56 passagers.
6. Tous les services de transport doivent comprendre le véhicule, le conducteur et le carburant.
7. L'entrepreneur sera responsable de fournir des services de bonne qualité, y compris en ce qui a trait à la sécurité et à la propreté des véhicules. Il doit respecter les normes de sécurité provinciales, et doit avoir des permis provinciaux valides. Les conducteurs doivent avoir les qualifications nécessaires pour conduire des autobus et doivent faire preuve de professionnalisme tant en ce qui concerne leur apparence que leur comportement.
8. Les véhicules ne doivent pas avoir plus que sept ans. L'âge des véhicules est calculé à partir de la date de fabrication indiquée sur l'autobus.

9. Les conducteurs des autobus relèveront des répartiteurs du CIECAAH et du NCSM Quadra pour ce qui est de l'application de l'horaire ci-joint à l'appendice 1 (à déterminer).

10. Tous les véhicules doivent avoir des capacités de rangement. Les autocars doivent être en mesure de transporter des quantités considérables de bagages/de matériel.

11. Le Centre d'instruction d'été des cadets tient toute une gamme d'activités à divers endroits, ce qui peut faire en sorte que l'horaire change pour répondre aux besoins de l'instruction. Les changements seront communiqués à l'entrepreneur 24 heures à l'avance.

RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

12. Le transport des cadets et des membres du personnel vers divers emplacements prédéterminés conformément à l'horaire ci-joint à l'appendice 1.

13. La prestation des services d'autobus et de conducteurs qualifiés pour tous les besoins. L'entrepreneur est responsable de la livraison de tous les autobus au début du contrat et de leur reprise à la fin du contrat.

14. Les conducteurs doivent avoir les permis et les qualifications nécessaires pour conduire les véhicules qui leur sont confiés.

15. Tous les véhicules doivent être soumis à des inspections de sécurité du MDN.

16. L'entrepreneur sera responsable de toutes les dépenses normales de fonctionnement, y compris le carburant, l'huile et les pneus de remplacement.

17. L'entrepreneur est responsable de la maintenance de tous les véhicules et doit fournir un véhicule de remplacement lorsque l'un d'entre eux est mis hors service pour des réparations ou de la maintenance. Les véhicules de remplacement doivent être du même type et de la même taille afin de répondre aux besoins prévus du MDN.

18. L'entrepreneur doit être flexible et respecter les changements, les ajouts et les suppressions apportés à l'horaire lorsqu'un préavis d'au moins 24 heures lui est donné. L'entrepreneur doit faire de son mieux pour respecter les changements, les ajouts et les suppressions apportés à l'horaire lorsqu'un préavis de moins de 24 heures lui est donné. Des frais d'annulation peuvent s'appliquer lorsque le véhicule a quitté le centre de répartition.

19. Fournir des factures au responsable technique deux fois par mois pour couvrir les périodes du premier au 15^e jour du mois et du 16^e au dernier jour du mois.

20. L'entrepreneur est responsable de la présélection des employés éventuels afin de s'assurer que les personnes ayant un casier judiciaire parce qu'elles ont commis une infraction liée à l'alcool ou à la drogue au cours des dix dernières années ou une infraction liée à la violence, à la maltraitance ou à une agression à l'endroit d'un enfant ne soient pas engagées pour travailler au camp. Tous les coûts liés à la présélection sont la responsabilité de l'entrepreneur. Le MDN se réserve le droit de procéder à des vérifications de conformité en tout temps durant la période du contrat.

CONTRAINTES

21. L'entrepreneur est le détenteur exclusif du contrat des opérations de transport par autobus au CIECAAH et au NCSM Quadra. Le MDN se réserve le droit de faire appel aux services d'une autre compagnie de transport si l'entrepreneur est incapable de satisfaire aux besoins opérationnels.

NORMES DE RENDEMENT

22. Les services de transport doivent être fournis avec un écart maximum de 10 minutes de l'heure de départ convenu 90 % du temps dans les limites de la portée des responsabilités de l'entrepreneur.

PERSONNEL

23. L'entrepreneur doit fournir un point de contact principal pour les communications quotidiennes concernant les horaires et les besoins du MDN. La personne n'a pas à être sur place, mais doit être disponible au téléphone en cas d'urgence.

24. L'entrepreneur doit fournir le nom d'un superviseur ou d'un gestionnaire qui peut maintenir une communication hebdomadaire avec le responsable technique pour discuter de la mise en oeuvre du contrat.

RESPONSABILITÉS DU MDN

25. Le MDN fournira :

- a. un répartiteur dont la responsabilité principale consistera à communiquer avec l'entrepreneur à propos des opérations quotidiennes et à voir au maintien d'une relation de bonne communication entre le MDN et l'entrepreneur;
- b. un emplacement approprié pour le stationnement d'un maximum de quatre (4) autobus lorsque ceux-ci ne sont pas utilisés;
- c. une pièce/une aire commune appropriée que pourront utiliser en tout temps les conducteurs dans l'attente de la prestation des services de transport;

26. Le MDN fournira des horaires indiquant l'emplacement et l'heure des départs et le nombre de personnes à transporter au moins 24 heures à l'avance.

ANNEX "B" - BASIS OF PAYMENT

BASIS OF PRICING:

- a. The all inclusive firm rates must include all costs for applicable vehicle licensing, permits, insurance, full maintenance due to normal wear and tear, replacement of tires and tire repairs, all warranty servicing, depreciation, and fuel and oil.
- b. Bidders are instructed to include in their per kilometer rates as an overhead cost ANY COST FROM THE BIDDER'S DEPOT TO THE CONSIGNEE'S LOCATION OR FROM THE CONSIGNEE'S LOCATION TO THE BIDDER'S DEPOT.
- c. Any Bidder who submits pricing for Items A1 through A5 (Prices for Bus Charter Services) should also provide rates for Items B1 and B2 (Rates for Overnight Stays for Charter Services). While this is not mandatory, any Bidder who fails to submit pricing in this section shall not be entitled to be reimbursed any costs associated with Overnight stays for charters ordered under any resulting task authorization.
- d. For Items A1 to A5, Bidders must indicate hourly, daily, weekly and monthly rates and their cancellation charge. All pricing information required to calculate the total charter costs, such as the number of free kilometers and the rate per additional kilometer must be included with the Bid.
- e. All rates must be based on straight time. No shop time or down time to be included in billing.
Any overtime must be authorized in advance by the Project Authority.
- f. Driver accommodation charges will be accepted for trips, based on pricing provided for Items B1 and B2, when it is impossible for the bus to return the same night, or when the bus is requested to stay with the group for more than one day. Prior approval by the Project Authority is required for driver accommodation.
- g. Extra Driver charges would only come into play if the trip could not be completed within commercial regulations and the Contractor had to pre-position another driver.
- h. The quoted firm rates DO NOT include Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax. Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax will be added as a separate item to any invoice issued as a result of a Contract.
- i. Bidders should note that Stream 1 and Stream 2 below will be evaluated separately; that more than one Contract may be awarded as a result of this Request for Proposal. Bidders are to identify within their submitted proposal the Stream(s) of Work their proposal is to be evaluated against.

STREAM 1 - CONTRACT PERIOD - from date of contract award to 30 September 2014:

A) CHARTERS - BUSES WITH DRIVER:

Item No.	Type of Bus	PAX Capacity	Hourly Charters		Daily Charters			Weekly Charters			Monthly Charters			OT Rate per hour, if applicable	Minimum Call-out, in hours, if applicable	Cancellation Charge, if applicable
			Rate per Hour		Rate per Day	Free Kms	Extra kms, per km	Rate per Week	Free Kms	Extra Kms, per km	Rate per Month	Free kms	Extra kms, per km			
A1.	Highway Cruiser with Lavatory	47/48	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A2.	Highway Cruiser with Lavatory	55/56	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A3.	School Bus	44-48	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A4.	School Bus	28-36	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A5.	School Bus	18-24	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$

B) OTHER CHARGES RELATED TO CHARTER OF BUSES WITH DRIVERS

Item No.	Description	Rate
B1.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for	

Solicitation No. - N° de l'invitation
E6VIC-110008/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-1Q-2419

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
KIN-1-36010

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin514
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	over night stay for the driver, if Canada does not provide accommodations	\$ _____ /night per driver
B2.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does provide accommodations	\$ _____ /night per driver

C) OTHER DIRECT COSTS:

Highway tolls, bridge tolls, ferry fares and parking fees are extra to the above pricing and chargeable to Canada at actual cost without mark-up, upon submission of an itemized invoice supported by receipts.

STREAM 1 - OPTION PERIOD (CANADA OPTION) - from 01 October 2014 to 30 September 2015:

A) CHARTERS - BUSES WITH DRIVER:

Item No.	Type of Bus	PAX Capacity	Hourly Charters	Daily Charters			Weekly Charters			Monthly Charters			OT Rate per hour, if applicable	Minimum Call-out, in hours, if applicable	Cancellation Charge, if applicable
			Rate per Hour	Rate per Day	Free Kms	Extra kms, per km	Rate per Week	Free Kms	Extra Kms, per km	Rate per Month	Free kms	Extra kms, per km	\$		\$
A1.	Highway Cruiser with Lavatory	47/48	\$	\$		\$	\$			\$		\$	\$		\$
A2.	Highway Cruiser with Lavatory	55/56	\$	\$		\$	\$			\$		\$	\$		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
E6VIC-110008/A

Amd. No. - N° de la modif.
kin514

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin514

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-1Q-2419

File No. - N° du dossier
KIN-1-36010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B) OTHER CHARGES RELATED TO CHARTER OF BUSES WITH DRIVERS

Item No.	Description	Rate
B1.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does not provide accommodations	\$ _____ /night per driver
B2.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does provide accommodations	\$ _____ /night per driver

C) OTHER DIRECT COSTS:
Highway tolls, bridge tolls, ferry fares and parking fees are extra to the above pricing and chargeable to Canada at actual cost without mark-up, upon submission of an itemized invoice supported by receipts.

STREAM 2 - CONTRACT PERIOD - from date of contract award to 30 September 2014:

A) CHARTERS - BUSES WITH DRIVER:

Item No.	Type of Bus	PAX Capacity	Hourly Charters		Daily Charters			Weekly Charters			Monthly Charters			OT Rate per hour, if applicable	Minimum Call-out, in hours, if applicable	Cancellation Charge, if applicable
			Rate per Hour		Rate per Day	Free Kms	Extra kms, per km	Rate per Week	Free Kms	Extra Kms, per km	Rate per Month	Free kms	Extra kms, per km			
A1.	Highway Cruiser with Lavatory	47/48	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A2.	Highway Cruiser with Lavatory	55/56	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A3.	School Bus	44-48	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A4.	School Bus	28-36	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$
A5.	School Bus	18-24	\$		\$		\$	\$		\$	\$			\$		\$

B) OTHER CHARGES RELATED TO CHARTER OF BUSES WITH DRIVERS

Item No.	Description	Rate
B1.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for	\$ _____ /night per driver

Solicitation No. - N° de l'invitation	Amd. No. - N° de la modif.	Buyer ID - Id de l'acheteur
E6VIC-110008/A		kin514
Client Ref. No. - N° de réf. du client	File No. - N° du dossier	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
W0125-1Q-2419	KIN-1-36010	

	over night stay for the driver, if Canada does not provide accommodations	
B2.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does provide accommodations	\$ _____ /night per driver

C) OTHER DIRECT COSTS:
 Highway tolls, bridge tolls, ferry fares and parking fees are extra to the above pricing and chargeable to Canada at actual cost without mark-up, upon submission of an itemized invoice supported by receipts.

STREAM 2 - OPTION PERIOD (CANADA OPTION) - from 01 October 2014 to 30 September 2015:

A) CHARTERS - BUSES WITH DRIVER:

Item No.	Type of Bus	PAX Capacity	Hourly Charters	Daily Charters			Weekly Charters			Monthly Charters			OT Rate per hour, if applicable	Minimum Call-out, in hours, if applicable	Cancellation Charge, if applicable
			Rate per Hour	Rate per Day	Free Kms	Extra kms, per km	Rate per Week	Free Kms	Extra Kms, per km	Rate per Month	Free kms	Extra kms, per km	\$		\$
A1.	Highway Cruiser with Lavatory	47/48	\$	\$		\$	\$		\$	\$		\$	\$		\$
A2.	Highway Cruiser with Lavatory	55/56	\$	\$			\$			\$			\$		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
E6VIC-110008/A

Amd. No. - N° de la modif.
kin514

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin514

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-1Q-2419

File No. - N° du dossier
KIN-1-36010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

A3.	School Bus	44-48	\$	\$				\$				\$					\$		
A4.	School Bus	28-36	\$	\$				\$				\$					\$		
A5.	School Bus	18-24	\$	\$				\$				\$					\$		

Solicitation No. - N° de l'invitation
E6VIC-110008/A

Amd. No. - N° de la modif.
kin514

Buyer ID - Id de l'acheteur
kin514

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0125-1Q-2419

File No. - N° du dossier
KIN-1-36010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B) OTHER CHARGES RELATED TO CHARTER OF BUSES WITH DRIVERS

Item No.	Description	Rate
B1.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does not provide accommodations	\$ _____ /night per driver
B2.	Rate to be charged to offset actual and reasonable expenses for commercial accommodation authorized by the consignee for over night stay for the driver, if Canada does provide accommodations	\$ _____ /night per driver

C) OTHER DIRECT COSTS:
Highway tolls, bridge tolls, ferry fares and parking fees are extra to the above pricing and chargeable to Canada at actual cost without mark-up, upon submission of an itemized invoice supported by receipts.

DEFINITION OF TERMS:

1. TERMS DEFINED BY THE OFFEROR:

Overtime Rate:

We, the Bidder, define the Overtime (OT) Rate per hour that we have quoted as being applicable as follows:

2. TERMS DEFINED BY CANADA:

BUSES WITH DRIVERS:

1) Charter:

The supply of a bus rental with a qualified and licensed driver to be provided by the Bidder.

2) DISTANCE COMPUTATIONS:

Calculations shall originate at consignee departure pickup point. This means that the distance calculation must start from the Consignee's (or Client's) departure pickup point, and not from another location such as the Bidder's depot. Therefore, any deadheading costs must only be charged from the pickup point to the drop-off point and return, and must not include any distances associated with getting to and from the following:

(a) to and from your, the Bidder's, depot to the pickup point, or

(b) to and from the drop-off locations back to the your, the Bidder's, depot.

IN CALCULATING THEIR PER KILOMETER CHARGE, BIDDERS ARE ADVISED THAT CANADA SHALL ONLY PAY FOR THOSE COSTS FOR TRAVEL FROM THE CONSIGNEE'S LOCATION IN QUESTION TO THE DESTINATION AND RETURN. IN ANY RESULTING CONTRACT, CANADA SHALL NOT PAY ANY BIDDER FOR ANY COST FROM THE BIDDER'S DEPOT TO THE CONSIGNEE'S LOCATION OR FROM THE CONSIGNEE'S LOCATION TO THE BIDDER'S DEPOT. BIDDERS MUST INCLUDE SUCH COST, IF ANY, AS AN OVERHEAD IN THEIR PER KILOMETER RATE.

3) Cancellation Charge

A charge that is to be paid if the bus is delivered to the Consignee but is not used. This charge would be payable from the moment the bus leaves the Bidder's premises.

4) Extra Driver

An additional, qualified and licensed driver if the trip could not be completed within commercial regulations and the Contractor had to pre-position another driver.

5) Firm Hourly Rate

A firm hourly rate that is to be paid for the charter of Buses with Driver <= 100 kms. A minimum of three hours will be allowed by the consignee for any bus charter <= 100 km

distance. For any bus charter ≤ 100 km distance that is greater than 3 hours in length, the total cost payable shall be the total number of hours multiplied by the firm hourly rate.

- 6) One Day (for the calculation of the Daily Rate):
Any consecutive, twenty-four (24) hour period, starting at the time identified in the task authorization.
- 7) One Week (for the calculation of the Weekly Rate):
Any consecutive 7 calendar day period, starting at the time identified in the task authorization.
- 8) One Month (for the calculation of the Monthly Rate):
Any consecutive 30 calendar day period, starting at the time identified in the task authorization.
- 9) Cancellation of Chartered Units:
In the event that rental plans are changed, it is the responsibility of the Consignee to advise the Bidder of any cancellation. Failure to do so may result in the Consignee being billed for not cancelling. The minimum amount of notice required by the Bidder is _____ hours. Persons calling to cancel reservations must identify themselves, obtain the agent's name and the cancellation number and note the time and date the cancellation was requested.

OTHER IMPORTANT DEFINITIONS:

- 1) Accommodation Costs (Items B1 and B2 in above tables):

These offer amounts are intended to allow the Bidder to defray the costs for their drivers in Charters where an overnight stay is required. In the case of Item B1, the Bidder is to include a price that includes the cost of accommodation, whereas in the case of Item B2, Canada will provide suitable accommodation for the driver and therefore the included price should exclude the accommodation component only. These proposed costs must be all-inclusive of travel and living costs. In the event of a task authorization that involves an overnight stay, Canada will not allow any costs associated with the driver's overnight stay above and beyond that specifically proposed by the Bidder in sections B11 and B2 of this Annex.

- 2) Waiting Time:

Waiting time is not used in the calculation of charter rates. These hours are included in the length of the charter.

- 3) Waiting Time on Overnight Trips:

Waiting time is not a consideration on overnight trips.

ANNEXE « C » - Exigences en matière d'assurance**Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 10 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - e. FMPO/SEF/FAQ n° 6a - Autorisation de transporter des passagers contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location;
 - f. FMPO/SEF/FAQ n° 6b - Avenant relatif aux autobus scolaires;
 - g. Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré : Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27

Clause du Guide des CCUA

G6001C, Véhicules - location à long terme (2008-05-12)

Solicitation No. - N° de l'invitation

E6VIC-110008/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin514

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

W0125-1Q-2419

KIN-1-36010
